

Le Regard de la Fédération Environnement Eure-et-Loir

Hors série n°2

Contre le projet A 154/A120 : Mobilisation lors du Goûter paysan militant sur l'aire de jeux de Gasville-Oisème le 28 août 2026 qui a rassemblé 250 opposants au projet.



Confédération paysanne
d'Eure-et-Loir



LE PROJET DE L'A154
NOUS CONCERNE TOUS

Il n'est pas trop tard pour s'y opposer !

RDV Samedi 29/08

de 15h à 18h

sur l'aire de jeux de

Gasville-Oisème

pour un

goûter Paysan Militant



OUI

à une campagne vivante
à la biodiversité
aux terres nourricières



Les Nourris de
la Confédération paysanne



Association
Environnement



Confédération
Paysanne

*Dans le cadre des mobilisations contre l'aberrant projet d'autoroute A 154/ A 120 notre partenaire « La confédération paysanne d'Eure-et-Loir » (une des 14 organisations membres de la Fédération Environnement Eure-et-Loir) organisait sur l'aire de jeux de Gasville-Oisème **un goûter paysan qui a rassemblé 250 personnes**, qui s'inscrit dans la suite du rassemblement « en faveur du financement des mobilités douces « MOINS de ROUTES, PLUS de TRAINS et PLUS DE VÉLOS » du 7 juin à la gare de Chartres (voir Regard de la FEEL hors-série n°1). Ce nouveau rassemblement fut l'occasion de nombreuses prises de parole donc nous en présentons ici quelques-unes.*

MESSAGE DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE D'EURE-ET-LOIR PAR AMANDINE DUPUY ET MAGALIE DUPONT

Fin de partie pour l'A 154 - A 120



Parce qu'il symbolise l'inaction des décideurs. Il est aujourd'hui urgent de stopper tous les projets d'artificialisation des sols : autoroutes, data center, méga bassines... si nous voulons maintenir un département habitable et vivant. La bétonisation des terres agricoles ne peut-être à l'ordre du jour. **C'est l'équivalent de cinq terrains de football de terres agricoles et naturelles qui sont artificialisées toutes les heures en France.** Le projet de l'A154 en Eure-et-Loir est un projet dépassé. C'est un projet dangereux pour la vie des citoyens et de l'économie. Pourquoi ? Lorsque la nationale a été aménagée en 2 fois 2 voies, j'avais dit « l'objectif était de sécuriser les villages

traversés par cette route en raison d'un nombre important d'accidents mortels ? Aujourd'hui nous sommes face à un département qui semble avoir oublié la sécurité des usagers de la route ainsi que la tranquillité des villageois. Ce projet d'autoroute A154 crée des zones accidentogènes en ne prévoyant pas de réseau secondaire. Les routes secondaires se verront surchargées par les véhicules ne pouvant emprunter l'autoroute. Véhicules de transports en commun, transporteurs, voitures, motos, vélos et nos tracteurs bien sûr.

Cette autoroute est un projet anti-social. En refusant ce projet, nous affirmons un besoin de justice sociale. Le coût du transport induit par ce nouveau péage va peser davantage pour des ménages déjà modestes. Par ailleurs la partie Dreux-Chartres n'est pas rentable pour le concessionnaire et la DREAL (Direction régionale de l'Environnement et de l'aménagement et du Logement) montre une baisse du trafic routier et autoroutier permanent. Nous pouvons donc craindre que les communes et collectivités votent des subventions d'équilibre à destination du concessionnaire et que nos impôts servent une entreprise privée. Situation que nous refusons, nous avons besoin de trains, pas de routes comme le martèle France Agrimer depuis plus de 20 ans. Et je rajouterai que l'argument de nous dire que

l'agriculture d'un transport est un faux argument car cela fait des années que France Agrimer réclame des trains, effectivement nos productions n'ont rien de à faire sur la route.

Ce projet d'autoroute et autres projets d'artificialisation des sols **ne feront qu'empirer l'accès et la disponibilité de l'eau sur tout le territoire.** Monsieur Le Dorven, président du conseil départemental annonce déjà une multiplication du prix de l'eau par deux dans les 5 ans par la construction d'un nouveau forage et d'une nouvelle usine de traitement de l'eau. La sécheresse que nous venons de traverser pose la question du partage de l'eau et là encore les agriculteurs sont directement impactés dans la durabilité et dans l'emploi de leur activité. Les bassines d'eau que l'on nous annonce pompées dans les nappes phréatiques sont à l'inverse des solutions durables. **Par exemple la mégabassine de Sainte Soline qui n'était pas en activité, est aujourd'hui à sec à cause de l'évaporation. Environ 1 000 m3 par jour d'évaporation.** Par comparaison, je suis sur une toute petite ferme, 1000m3 c'est ce que j'utilise dans l'année. Il faut différencier les retenues d'eau de pluie des bassines et prioriser les accès à l'eau pour des cultures nourricières et non pour des cultures énergétiques d'exportation ou bien pour le refroidissement d'installations informatiques comme les data center que l'on nous fabrique un peu partout qui en plus de consommer du foncier consomment énormément d'eau et au contraire de la récente loi d'urgence agricole qui organise et accélère l'accaparement de l'eau par une minorité donc sa privatisation. La loi doit garantir un usage partagé de l'eau entre les citoyens, les différents acteurs du territoire de façon démocratique.

INTERVENTION DE ANNE STAMBACH DÉPUTÉ DE LA HAUTE GARONNE

L'A154- A 120 un système qui ne veut pas mourir

Pour moi c'était très important de venir aujourd'hui. C'est vrai je fais 17h de train dans la journée pour ça, mais c'est parce que la lutte que vous menez ici contre cette autoroute, elle est absolument capitale à mes yeux dans la bataille globale que nous sommes en train de monter et mener toutes et tous notamment face au dérèglement climatique qui ce fait de plus en plus prégnant. je viens donc du côté de Toulouse, ma circonscription va de Toulouse jusqu'à la frontière du Tarn donc par là où l'on finit de nous construire une vraie saleté qui s'appelle l'autoroute A 69.

J'étais évidemment avec mes collègues et les militants locaux mobilisée contre ce projet depuis des années et je voudrais dire que cette autoroute a été un passage en force du début jusqu'à la fin il ne faut pas oublier qu'il y a eu des victoires en chemin, et à l'Assemblée Nationale **il y a eu un avant et un après la décision du tribunal administratif d'annuler l'autoroute,** vous vous en souvenez

Des projets à contresens de la transition écologique parcourent le département d'Eure-et-Loir, que ce soient des projets d'agrivoltairismes ou de poulaillers industriels, ils répondent toujours à une logique de marché, à une logique financière sans réponse au changement climatique et sans avenir pour nous et pour les paysans. Cet été le nombre de volailles mortes dans les élevages intensifs remet en cause ce modèle productiviste. Les élevages disposent de parcours en plein air suffisants proportionnellement aux volailles. Faire de nombreux animaux, **couvrir les terres nourricières de panneaux photovoltaïques est une illusion.** Ces projets ne doivent pas être le revenu accessoire ou secondaire pour l'agriculture. Nous voulons des paysans et des paysannes qui vivent du revenu de la terre. Et pour cela préserver les sols, replanter les haies, maintenir les paysages est aujourd'hui une nécessité. Le dérèglement climatique couplé à l'effondrement de la biodiversité engendre une baisse de productivité de nos terres agricoles. Nous avons besoin de maintenir ces terres nourricières. Remettre de la biodiversité, du carbone, de l'humus dans les sols, maintenir des prairies, maintenir des zones humides, c'est aussi cela qui permet d'amortir les aléas climatiques : des plantations plutôt que du béton.

Le monde agricole vit la pire crise qu'il a connue au XXIème siècle, mais elle n'est en rien inéluctable. Si l'on ne veut pas faire de l'Eure-et-Loir un désert, si l'on veut garantir la souveraineté alimentaire plutôt que de rendre l'accès à l'eau, le transport toujours plus cher, il faut impérativement accompagner les fermes vers plus de robustesse agro-écologique et installer plus de fermes diversifiées. Et nous comptons sur vous pour nous soutenir. Merci.

certainement c'était en février 2025 et là **cela a été le branle-bas de combat à l'Assemblée Nationale.**



C'est, « mais comment ça on ne peut pas bétonner tranquillement dans ce pays » et il y a eu tout un que j'appelle

réactionnaire de la macronie jusqu'à l'extrême droite **se mobiliser pour texte après texte faire rentrer des dispositions qui visent à saper le droit de l'environnement et permettre de bétonner à tout prix et notamment au dépend de la biodiversité, de la protection des espèces**, etc. La vérité c'est aussi qu'ils ont eu très peur de ne plus pouvoir continuer et je pense qu'on est toutes et tous là pour leur dire qu'ils ont raison d'avoir peur et nous n'allons pas les laisser continuer, la bataille exemplaire qui a été menée autour de l'A 69 , doit donner de la force à toutes et tous parce qu'il y a des luttes partout sur le territoire comme celle que vous menez ici avec des collectifs d'habitants, avec des syndicats, des organisations, des élus qui se mobilisent, qui construisent , j'insiste une expertise citoyenne hyper pointue qui à mon sens est une véritable force pour la suite et **en fait la lutte que vous menez ici , n'est pas une lutte locale** nous pouvons l'entendre des fois, **c'est une lutte pour l'intérêt général**. C'est exactement la même lutte que celle que nous continuons à mener contre l'A69, que celle qui est menée actuellement contre l'A 412 en Savoie qui vient d'obtenir son autorisation ? c'est la même lutte que celle qui est menée contre le méga canal Seine Nord dont vous avez certainement entendu parler, la même lutte que celle menée contre la LGV Bordeaux- Toulouse par chez moi, ou encore celles menées contre les fermes usines, les méga bassines continuent à être facilitée encore une fois on l'a vu texte après texte avec la loi d'urgence agricole par exemple,

tout cela **c'est une seule et même lutte contre un système qui ne veut pas mourir**, qui est complètement dépassé mais qui ne veut pas mourir. C'est un système productiviste extractiviste qui favorise des intérêts privés au détriment de l'intérêt général et là en l'occurrence l'été que l'on vient de passer, que l'on finit de passer nous rappelle terriblement l'intérêt général aujourd'hui c'est la préservation de nos conditions de survie dans nos lieux de vie. Nous en sommes là.

Tous ces projets destructeurs ils ont une particularité : ils sont tous anachroniques.

A chaque fois, ils ont été pensés il y a 20, 30 ans, 40 ans quelquefois plus qui était une autre époque, du point de vue climatique et écologique. Et à chaque fois les promoteurs disent : écoutez cela suffit ça fait 30 ans qu'on en parle maintenant il faut le faire et à chaque fois ils s'en fichent de l'écologie. J'ai été rapporteur d'une proposition de loi pour un moratoire sur les projets routiers et autoroutiers et à cette occasion on organise plein d'auditions et par exemple, le secrétaire général pour l'investissement m'avait expliqué que le problème est que les dégâts écologiques nous ne savons pas les mesurer, tout est monétisé et l'on ne sait pas combien cela coûte ; les dégâts sur la biodiversité, sur l'eau, on ne sait pas les calculer, par contre nous savons calculer combien on va gagner, en gagnant 10 minutes sur un trajet d'autoroute, en permettant la construction de zones d'activités économiques etc et c'est toujours cela qui gagne.



Face à l'A154/A 120 organisons les écorégions (avec Anne Stambach députée)

Et il y a donc un vrai, vrai problème de fond, effectivement la question écologique est complètement balayée dans les projets par la façon dont cela fonctionne tout simplement. Je

suis heureuse de vous dire que mon mouvement « la France insoumise » propose la planification par les écorégions. Cela veut dire que nous allons organiser nos modes de vie, nos

modes de productions et l'aménagement du territoire en fonction du vivant qui nous entoure et de son état. Tout à l'heure monsieur le maire disait qu'il fallait interroger les candidats à la présidentielle. Je peux vous parler du candidat que je soutiens Monsieur Mélenchon. **Il est évident qu'un tel projet qui va traverser plusieurs aires de captation donc de captage d'eau qui vont impacter l'eau potable pour beaucoup d'entre vous qui va saccager 600 hectares de terres agricoles alors que l'on sait que cette crise majeure s'annonce** dans les semaines, les mois et qui a déjà commencé, nous savons que cela va s'aggraver qu'il va être saccagé 100 hectares de forêt

alors que l'on en a déjà perdu des milliers dans les mégafeux de cet été, un tel projet n'est donc pas possible. Donc on s'arrête, on réfléchit, on regarde les alternatives et l'on fait autre chose. Voilà ce qu'il faut faire aujourd'hui. Pour finir vous pouvez compter sur moi, sur mes collègues, je sais que monsieur Sylvain Carrière, monsieur Beringer Sermon étaient venus à une précédente mobilisation. Bref vous pouvez compter sur nous pour porter votre parole à l'Assemblée Nationale, en face du gouvernement et dans toutes les occasions, et par tous les moyens que vous jugerez utiles. On est là, continuez, ne lâchez rien et **ici comme chez moi NO MACADAM.**

MESSAGE DE GRÉGOIRE BAILLEUX, MAIRE DE GASVILLE-OISÈME.

Nous plaçons notre espoir dans l'avenir

D'abord je remercie la confédération paysanne pour cette initiative et Amandine en particulier pour avoir pris la responsabilité dans un contexte pas évident, c'est-à-dire tout ce dont vous avez parlé plus la pression de l'Etat, pour faire ce goûter militant. Et je remercie tous les participants venus de loin en particulier madame la députée qui est venue de l'autre bout de la France, madame Stembach, merci beaucoup pour votre soutien.



Évidemment la pluie est la bienvenue après un été caniculaire, mais la sécheresse est toujours là pour le moment et va être là encore un bon moment. Parler d'agriculture mesdames c'est parler de demain, vous venez de le faire, de ce que nous mangeons, de ce que l'on boit, de l'air que l'on respire, des

sols que l'on cultive et entretient. C'est aussi parler de notre environnement, de notre cadre de vie et cela vaut pour les habitants de toutes les communes qu'elles soient impactées ou pas par un projet autoroutier. Nous plaçons nos espoirs en l'avenir dans les décisions qui peuvent être encore prises par l'Etat et nos responsables politiques que je vous invite tous à interroger et interpeler sans relâche sur tous les sujets qui vous préoccupent, c'est cela la démocratie. L'éco-anxiété, ce n'est pas poser des questions qui fâchent, l'éco-anxiété c'est pour les personnes à qui personne ne répond, qui n'obtiennent jamais de réponse, le déni c'est la responsabilité des politiques.

Le thème de l'A 154 qui nous réunit aujourd'hui, ce n'est ni le symbole de l'avenir ni le symbole de l'espoir. L'A 154 est

rappelons-le un projet archaïque, obsolète, fruit tardif de l'aménagement du territoire dans sa conception du 20^{ème} siècle. C'est vrai, c'est un projet qui est né au siècle dernier et là nous sommes déjà en 2026 ce projet qui a 40 ans doit voir le jour malheureusement dans les années qui viennent, c'est ce que nous dit monsieur le préfet, que l'Etat a la main sur le stylo qui va signer (enfin le ministre des Transports). Je ne vous redirai pas tout le bien que je pense de ce projet que l'on nous impose. Rien ne va. La destruction des terres agricoles, des cadres de vie, de l'environnement, de la biodiversité. L'accélération du trafic routier, la favorisation du fret poids lourd ce qui est un immense paradoxe, le développement des zones d'activités à perte de vue : une vision mortifère de l'avenir, je pèse mes mots. Que l'épouvantable été que nous venons de vivre ne remet pas en cause. Pourtant ce serait le moment de le faire. L'Etat avance aveugle, sourd et muet à celui du changement climatique.

J'ai eu l'occasion de le redire à la préfecture fin mai, **dans le dossier A 154 dont l'étude d'impact et les documents ont plus de dix ans maintenant. Dans n'importe quel projet ils seraient considérés comme obsolètes.** Aujourd'hui vous déposez une demande de permis de construire, dans quelques années l'on vous dit vos documents sont obsolètes que vos documents d'urbanisme sont périmés. Si vous voulez construire une entreprise, l'on répondra que la réglementation a changé, etc. pour un projet autoroutier, les études d'impacts peuvent avoir plus de dix ans, l'autorisation que l'on appelle la DUP peut avoir bientôt dix ans, et bien là c'est toujours valable, alors qu'entre temps il s'est passé énormément de choses, notamment sur les plans socio-économiques et sur le climat. Dans le dossier A 154, pas un mot, rien sur le changement climatique en cours. L'Etat détourne les yeux. **Je vous invite à consulter un document qui s'appelle « les engagements de l'Etat » qui fait 90 pages. Vous n'y trouverez pas une**

mention du changement climatique et de ses effets. L'État s'engage sur le projet de l'A 154 et sans une seule mention du changement climatique. Pour moi c'est symbolique que ce n'est pas le sujet : le sujet c'est la circulation routière, c'est tout avec toutes les affres que cela comporte. Alors ne lâchons rien continuons à poser les questions qui fâchent : les grands élus, les décideurs d'abord. il y a des élections presque tous les ans en France, profitons-en, profitez-en pour interroger dès que vous pouvez : les candidats pour les sénatoriales en septembre pour ce qui concerne l'Eure-et-Loir, les candidats à l'élection présidentielle l'année prochaine. N'hésitez pas à leur demander ce qu'il pense de ce type de projet et quel est l'avenir que l'on se dessine

ensemble. Et je terminerai là-dessus, au printemps prochain il y aura une ultime consultation publique sur l'autorisation environnementale sur laquelle le concessionnaire va solliciter auprès de l'État. C'est une consultation publique, c'est « oui ou non » à l'A 154, c'est qu'est-ce que l'on a mis dedans sur le plan environnemental, sur vos villages que vous connaissez mieux que personne, sur toutes les communes du tracé et où sont les manques, les erreurs et sur quoi l'on peut encore réinterroger le projet. N'hésitez pas à faire de cette consultation publique qui sera nous dit-on la dernière un vrai instant de démocratie et d'expression populaire. Je vous remercie.

INTERVENTION DE MAXIMILIEN VANGEON

A154-A120 Double peine pour les agriculteurs



parcelles et depuis deux ans, je me suis lancé dans l'élevage

Mon exploitation va être coupée en deux pas l'A 154, donc les terres, pas les bâtiments mais je vais me retrouver devant des difficultés pour aller dans les

ovin le but était de faire du pâturage avec un bâtiment déplaçable. On va nous dire : le projet vous le connaissiez depuis longtemps, mais cela n'avancait pas beaucoup mais là d'un seul coup il est relancé et ce ne sont que des difficultés. L'autoroute ce n'est pas un problème agricole, cela ne les concerne pas. Les politiques, veulent y aller à l'économie. Donc double peine, en tant qu'habitant de la vallée et en tant qu'agriculteur sur le tracé, voilà. **Et comme ils ont tous les droits**, l'autoroutier puis les entreprises qui travaillent pour eux **pour venir sur nos terres pour faire des prélèvements, des carottages** je me suis permis de faire des petites pancartes pour leur rappeler que quand même ils sont sur une propriété privée.

INTERVENTION DE TATIANA TIRLOY PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION ENVIRONNEMENT EURE-ET-LOIR (FEEL)

A154-A120 La FEEL en ordre de bataille

La Fédération Environnement Eure-et-Loir a un agrément de protection de l'environnement et du cadre de vie. Aujourd'hui en reprenant la présidence je m'attendais à ce que l'on travaille les projets de demain, les alternatives les besoins sur notre territoire.

Nous sommes sur un territoire de terres agricoles fertiles. Nous avons des paysans et des paysannes qui ont relevé bien des défis et demain nous allons devoir relever ensemble de nouveaux défis. nous allons avoir besoins d'être ensemble unis et justement refuser des projets archaïques de 40 ans qui ne desservent finalement que, j'ai envie de dire que l'autoroute avec tout ce qui a été dit précédemment vous l'avez compris il y peu de chance qu'avec des péages qui seront hors de prix que tout le monde emprunte l'autoroute, nous sommes un territoire avec un nombre de kilomètres de routes très important par rapport à d'autres départements et donc des voies de substitution naturelle il en existe. Donc **les**

gens n'emprunteront pas l'autoroute, ils



emprunteront les voies de substitutions qui ne sont pas faites pour répondre au passage des véhicules qui vont être occasionnée dans ce cas.

La Fédération Environnement Eure-et-Loir aujourd'hui est forte de 14 associations, de plus d'un millier

d'euréliens et euréliennes qui la soutienne et porte un agrément qui lui donne droit d'ester en justice. Pour cela nous souhaitons soutenir les paysans ; la protection des terres parce que c'est une question de sécurité environnementale de mettre en avant la sécurité alimentaire, la sécurité de l'eau de consommation et donc la sécurité de nos paysannes et de nos paysans. Ce sont 14 associations aujourd'hui et nous espérons que nous serons encore plus nombreux demain car nous

sommes éparpillés sur le territoire, autour de moi, des portraits de personnes qui tiennent des associations du tissu local, des gens de terrain et aujourd'hui nous devons faire entendre les alternatives, les envies, les besoins des citoyens et ensemble nous avons la capacité de nous faire entendre et si nous ne sommes plus à l'heure d'alerter, nous passerons à l'action et en soutenant toutes les actions de nos associations.

MESSAGE DE JEAN-FRANÇOIS BRIDET

A154-A120 c'est encore plus que l'A 69 ça va tanguer -

... le droit il est foulé du pied, et je passe sur les violences policières, nous en avons connues à quelques kilomètres d'ici il y a quelques jours. **Mais l'A69 en terme forestier, c'est 8 fois moins que ce que l'on risque ici je l'ai calculé, en terme d'espaces agricoles c'est deux fois moins, c'est l'A 69 au carré ici.** Cela va bouger, cela va faire du bruit c'est un vrai sujet de société. je le redis, des élections bientôt, nous nous débarrassons des irresponsables, nous nous mettons autour de la table, nous travaillons et surtout le milliard et demi qui devrait se

déverser pour bouffer notre patrimoine indispensable pour continuer à imaginer une société humaine ici, nous en avons tellement besoin et pour le ferroviaire et pour la transition, même pour la bifurcation agricole car sans l'agro-écologie et sans soutien à toute cette transformation je me demande ce que nous aurons à mettre dans nos assiettes bientôt, il va falloir du monde dans les champs, il va falloir les former, c'est un beau projet de vie, mais pour cela il va faut accompagner et arrêter d'utiliser l'argent public pour nous emmener dans le mur. Merci et on ne lâche rien.

Ils n'ont aucun argument



Nous parlions tout à l'heure de l'éco-anxiété. Une publication de l'État complètement scandaleuse cet été pour nous expliquer qu'il faut faire du yoga, qu'il faut prendre sur nous etc. Ce sont les pompiers pyromanes, ils prennent toutes les décisions qui font que nous sommes éco-anxieux, toutes celles qui nous empoisonnent, toutes celles qui empêchent nos enfants, petits-enfants d'imaginer habiter ici et pouvoir se projeter et pouvoir construire plus tard puisqu'on leur coupe l'herbe sous les pieds, puisqu'on leur rend les sols impropres à la culture, puisqu'on leur rend l'eau impropres

à la consommation et l'air irrespirable et on leur demande, calmos, cela va bien se passer non, impossible.

Vous avez l'expression « des responsables politiques », aujourd'hui ceux qui sont au pouvoir sont des irresponsables politiques. Nous rentrons dans des séquences politiques importantes, les présidentielles, les législatives à coup sûr derrière et puis départementales, régionales il est temps de se débarrasser des irresponsables, il est temps de se débarrasser des gens qui du haut de leur suffisance parce qu'ils sont

incapables d'écouter, ils sont même incapables de débattre. Sur la question de l'autoroute un débat avait été organisé en 2024, évidemment il n'y avait personne pour défendre le projet. J'ai même été invité à Jehan de Beauce, c'était radio au lycée, Le Dorven n'est pas venu. Ce sont les lycées qui ont fait l'avocat du diable. Jamais je n'ai vu un élu discuter de l'autoroute discuter avec les opposants, ils n'ont pas d'argument. En 2 minutes tout est démonté sur la sécurité routière ; nous avons même notre vice-président à l'agglomération que nous allons avoir là un corridor de biodiversité, des animaux qui vont aller très vite, sûrement payer le péage, pour aller plus vite se reproduire.

Moi je suis à la région vice-président à la biodiversité et je suis aussi président de l'agence régionale de la biodiversité et nous sommes en train de finaliser la rédaction de la stratégie régionale de la biodiversité que j'appelle la stratégie des stratégies **Il n'y a pas d'emploi, il n'y a pas de tourisme, il n'y a pas d'économie, il n'y a pas d'alimentation, il n'y a pas d'agriculture, s'il n'y a pas de biodiversité** parce que ce terreau qui nous a fait c'est ce qui permet absolument à toutes les formes de vie de s'épanouir et donc cela conditionne notre santé et donc cela conditionne, ce qui a été dit tout à l'heure l'habitabilité des endroits où nous sommes nés, où nous avons choisi de vivre et sans cela sans le respect sacré que l'on doit au vivant rien n'est possible, cela doit être l'alpha et l'oméga de la politique.

Et pour démontrer que cela n'est pas une lubie d'écolo, d'anticapitaliste, d'ailleurs l'anticapitaliste va très bien avec ce que je viens de dire puisqu'il faut sortir de ce petit moment de l'histoire humaine qui nous emmène droit dans le mur ou au fond du trou comme vous voulez en tout cas qu'il faut absolument freiner, c'est tout épuiser et tout exploiter les ressources naturelles, les ressources minières, mais les ressources humaines aussi. On épuise tout le monde, tout le monde est en burn out donc on arrête et on n'accélère plus à fond sur l'autoroute. Ce n'est pas un petit livre rouge, c'est un petit livre vert clair. Jérémy Rifkin penseur, économiste, historien. Et donc pour ne pas dire que c'est uniquement de la récupération

politique, je vais vous lire quelques lignes, cela pourra vous aider à fermer le clapet d'un certain nombre de fâcheux « *La conscience biophile emphatique avec nos compagnons des autres espèces vivantes n'est pas seulement une recommandation où un souhait. Si ce prochain élargissement de l'empathie qui n'a pas lieu pour y englober cette fois notre famille étendue réelle. Nos parents qui cohabitent et séjournent avec nous sur la planète, il est certain que le changement climatique nous emportera tous eux et nous dans une tortueuse fin de partie sur terre* ». Cela n'est pas drôle, c'est seulement par notre identification profonde et emphatique avec la lutte des autres vivants pour s'épanouir que nous pouvons espérer sécuriser notre proche avenir.

MESSAGE DE FRANCIS BESNARD MAIRE DE FRESNAY LÉVÊQUE



A 154 - A 120, Aubaine ++ pour l'État

Il faut être extrêmement lucide, mon propos va être très court parce que tout a été dit sur les méfaits de l'autoroute et le peu de retour que nous en aurons. Mais je pense que ce projet autoroutier pour l'État a été une logique d'aubaine. C'est aussi une logique d'aubaine pour quelques grands élus qui ont portés ce projet

autoroutier, cela leur a permis de faire porter par le privé des contournements de l'agglomération qu'ils n'ont pas pu ou pas

voulu faire. Et ce qu'il faut bien prendre en compte, c'est que **ce projet-là est tout bénéfique pour l'État et c'est pour cela que c'est une logique d'aubaine parce que ces 2 milliards d'Euros qui vont être investis et directement ce sont 400 millions de TVA qui vont rentrer dans les caisses de l'État.**

Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre le sujet, c'est une bonne aubaine et point à la ligne. En plus cela lui coûtera moins cher. Il va se débarrasser de bon nombre de personnels qui aujourd'hui entretiennent la nationale, donc ce ne sont que des économies pour l'État. Je trouve dommage que cela n'ait jamais été dénoncé parce que c'est bien là qu'est le premier des problèmes. Voilà ce que je voulais dire.

LES ÉLUS DU BOULAY MIVOYE CONTRE L' A 154/A 120

Je représente le Boullay-Mivoye, monsieur le maire s'excuse de ne pas être présent car il est en congé, mais nous sommes présents. Nous sommes contre depuis le projet, le conseil municipal a toujours voté contre l'autoroute. Nous avons aussi émis des doléances car l'on avait demandé d'en émettre. Nous avons récemment reçu les responsables de l'autoroute, les directeurs des travaux qui répondent négativement à nos doléances, ce qui n'est pas étonnant, les voies de substitution nous avons demandé à ce qu'elles soient sécurisées, elles ne le seront pas, **tout ce que nous avons demandé ne**

sera pas fait. Nous reconnaissons bien que cela sera une catastrophe écologique et environnementale et aussi faite pour envenimer les citoyens tout simplement. Je ne vais pas aller plus loin. Merci à vous tous.



Directrice de publication Tatiana Tirloy

Rédacteurs de ce numéro : Gérard Breteaux, et tous les intervenants : Amandine Dupuis, Magalie Dupont, Anne Stambach, Grégoire Bailleux, Maximilien Vangeon, Tatiana Tirloy, Jean François Bridet, Francis Besnard

Les associations membres de la FEEL : * Association de protection des 3 vallées la Drouette, la Voise, l'Eure Aval (AP3V 28-78) * Association de défense et de Sauvegarde du Cadre de Vie et de l'Environnement à Garnay (ASCVEG), * Association Vie Environnement Respect Nature (AVERN), * Blaise Vallée Durable (BVD), * Collectif de Soutien aux Victimes des Pesticides (28) * Confédération Paysanne Eure et Loir, * Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports région Centre Val de Loire (FNAUTCVL), * Jouons collectif A 154, * La Presle, * Qualité Vie Sud Eure-et-Loir, * Saint Prest Gasville-Oisème Environnement, * Saulnières Belle Vallée, * Sykadap * VivAvre.

Fédération Environnement Eure-et-Loir Association loi 1901 déclarée en Préfecture de Chartres sous le n° W281000900. Publication au JO du 22 novembre 1995 – SIREN n° 500 772 561 00014 - Ayant agrément au titre de la Protection de l'environnement renouvelé Arrêté préfectoral DDT-SGREB 2024-197. **Président e :** Tatiana Tirloy.

